

Un deuxième journaliste arrêté en un mois et écroué au Burundi

@rib News, 10/08/2010 â€“ Source AFPLe directeur de publication de l'hebdomadaire burundais Arc-en-ciel, Thierry Ndayishimiye, a été arrêté et écroué mardi à Bujumbura, accusé de diffamation, près d'un mois après l'arrestation d'un autre journaliste, a-t-on appris de sources concordantes. "Le directeur de publication de l'Arc-en-ciel était convoqué pour la 3e fois par un substitut du procureur aujourd'hui, (...). Thierry Ndayishimiye a été tout de suite arrêté et écroué à la prison de Mpimba", la prison centrale de Bujumbura, a annoncé son avocat, Me Gabriel Sinarinzi. Cette arrestation a été confirmée par des sources judiciaires et parlementaires.

"Mon client est poursuivi pour avoir accusé le directeur général de la Regideso (la Régie nationale d'eau et d'électricité) d'avoir couvert des irrégularités qui ont occasionné le détournement de près de 280 millions de Fbu (110.000 USD)", a précisé l'avocat. "Il s'agit d'une détermination arbitraire, car mon client avait déjà prouvé qu'il n'avait pas l'intention de se soustraire à la justice et avait produit des documents montrant qu'il y a eu des irrégularités dans ce dossier", a accusé l'avocat de la défense. "Ce qui se passe montre clairement que le pouvoir s'acharne sur les journalistes, pour faire peur à la presse burundaise connue pour son courage et sa détermination à traquer la corruption", a martelé Me Sinarinzi. Avant Thierry Ndayishimiye, le directeur du journal en ligne Net Press, Jean-Claude Kavumbagu, a été arrêté le 17 juillet. Il est poursuivi pour "trahison" pour avoir douté que les forces de sécurité du pays soient capables de prévenir un attentat comme celui perpétré par les islamistes somaliens en Ouganda le 11 juillet, qui a fait 76 morts à Kampala. Le journaliste risque la prison à vie s'il est reconnu coupable. Lundi, la Fédération africaine des journalistes (FAJ), la Fédération internationale des journalistes (FIJ) et l'Association des journalistes de l'Afrique de l'est (AJAE) ont exprimé leur profonde préoccupation face à "la campagne d'intimidation orchestrée par le gouvernement burundais contre les médias".